

# L'ECHO DE BELGRADE

REDACTION, ADMINISTRATION, PUBLICITE  
Belgrade, 17 rue Kralja Milana. Tél. 24-5-61

JOURNAL YOUGOSLAVE HEBDOMADAIRE

Prix. Yougoslavie: un an 60 din.; six mois 35 din.  
Etranger: un an 50 fr. fr.; six mois 30 fr. fr.  
Compte-chèques-postaux 56419 Belgrade

## Libres opinions

### De l'Ethiopie à la vieille Europe

La où la diplomatie traditionnelle a échoué, la Société des Nations peut-elle réussir? Tel est à peu près le problème que le différend italo-éthiopien a posé devant l'institution de Genève. Si les pourparlers entre les trois puissances signataires du traité de 1906 n'ont pas abouti, si la Conférence tripartite de Paris n'a servi qu'à faire éclater la divergence des intérêts entre Londres et Rome, ne fallait-il pas prévoir l'épreuve cruciale de Genève? Quoi? Depuis le 11 février, date précise où un communiqué italien annonça pour la première fois une mobilisation partielle dirigée de la métropole vers l'Afrique, jusqu'au 4 septembre, ouverture du Conseil et de l'Assemblée de la S.D.N., tous les efforts de conciliation ont échoué. Et l'on s'étonne que la S.D.N. marque le pas?

Dans cette grande partie européenne, l'Angleterre joue la carte S.D.N.; elle soumet au forum international le problème éthiopien dans toute son ampleur; elle appelle toutes les nations à la sauvegarde du Covenant menacé. Mais le tribunal n'est pas ici une Cour suprême qui dit le droit; ce sont les nations qui sont invitées à être juges. Si elles sont unanimes, sauf celles qui ont déjà précédé l'Italie dans la voie de la sécession, à proclamer les principes du Pacte et l'impératif de la sécurité collective, elles hésitent à en faire l'application à une affaire qui eût pu et dû être traitée entre les trois puissances signataires des accords relatifs à l'Ethiopie. Pour quiconque ne vit pas dans l'absolu verbal, il y a une disproportion évidente entre l'enjeu de ce conflit colonial et les intérêts généraux de l'Europe.

Au commencement de tout, n'y a-t-il pas dans l'affaire une erreur d'optique? Certes l'objet de la querelle est considérable. Pour l'Angleterre, l'Ethiopie est le château d'eau de l'Egypte et du Soudan anglo-egyptien; elle domine la voie impériale du Caïre au Cap. Pour l'Italie, c'est le dernier Etat libre d'Afrique où le fascisme puisse poser, au carrefour du continent noir et sur la route des Indes, les fondements de sa puissance coloniale. C'est le conflit de deux Empires, l'un solidement établi sur des siècles de traditions, de gloires et de profits, mais lent et lourd dans ses réactions défensives; l'autre jeune, ambitieux, inexpérimenté, mais explosif dans les manifestations de sa volonté de puissance. L'Angleterre n'a pas compris tout de suite, elle com-

prend aujourd'hui seulement que l'Ethiopie italienne, c'est à plus ou moins longue échéance le renouveau de la carte d'Afrique. Donc l'enjeu est considérable, et nul ne songe à en minimiser la valeur.

Et cependant... Cependant le colonialisme plonge ses racines dans la vieille Europe, où se joue une partie d'une importance plus considérable encore. Bismarck le savait bien, qui poussait la France vers la Tunisie pour l'écartier du Rhin. Si un Empire, maître comme celui de Sa Majesté britannique de toutes les routes du monde, se désintéresse du Rhin, du Danube, voire du déplacement d'une borne-frontière, son activité et ses richesses ne se rattacheront bientôt à plus rien de solide; sa façade sur les mers pourra briller quelque temps encore de son ancienne magnificence; mais aucune force réelle ne soutiendra plus l'édifice de sa grandeur.

Les dangers du Haut-Nil inclinent-ils la Grande-Bretagne à discerner à temps ceux de l'Europe? Ou bien continuera-t-elle à pratiquer la tradition, aujourd'hui périlleuse, du *wait and see*? Le discours de sir Samuel Hoare à Genève laisse espérer un revirement de la politique anglaise, trop portée depuis quinze ans à se désintéresser de la sécurité collective. On se refuse à croire qu'elle n'y prenne un intérêt que dans l'occasion précise où l'idéal du droit coïncide avec les nécessités nationales. On approuve M. Pierre Laval d'avoir tiré de cet engagement une portée européenne. On s'explique aussi que M. Puric et M. Maximos, négligeant le cas d'espèce italo-éthiopien, aient voulu marquer, dans le pur style genevois, les nécessités d'une collaboration générale pour le maintien de la paix.

Ici l'affaire d'Ethiopie, échappant aux normes du droit, touche à la haute, à la grande politique. Car il n'est plus question de savoir si les juristes obtiendront ou non gain de cause contre l'Italie, puisque sur le terrain du droit strict la condamnation du fascisme laisse M. Mussolini souverainement indifférent. La vraie question, posée aujourd'hui à Genève comme elle l'était hier entre les Trois à Paris, c'est d'abord de savoir s'il vaut la peine que l'Europe s'entredéchire parce que l'Angleterre et l'Italie se disputent les abords de l'Océan Indien et les sources du Nil bleu. C'est ensuite de porter à la sécurité des pays européens un intérêt au moins égal (soyons modestes) à celui que suscitent les nègres du Nigus. JEAN BOURGOIN

### Le discours de M. B. Puric à l'Assemblée de la S.D.N.

Comme deuxième délégué du Royaume de Yougoslavie à la XVII<sup>e</sup> Assemblée de la S.D.N. le dr. Bozidar Puric, notre nouveau ministre à Paris, a prononcé, à la séance du 14 septembre, le discours suivant au nom de la Petite Entente, pour exposer son point de vue après les interventions de Sir Samuel Hoare et de M. Pierre Laval:

"J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des gouvernements de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie, qui — en vertu des statuts de la Petite Entente — forment une association politique, en confirmant leur pleine et entière solidarité dans toutes les questions de la politique extérieure. Notre intention n'est pas de discuter dans les détails les questions soulevées dans le rapport du Secrétaire Général ou le conflit dont s'est occupé la majorité des orateurs et qui sont soumis à la S.D.N. En ce moment nous nous bornerons à faire cette déclaration de principe:

Le Conseil permanent de nos trois Etats a tenu récemment sa réunion annuelle à Bled, sous la présidence de M. le dr. Stojadinovic, président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères de Yougoslavie. Le Conseil de la Petite Entente a défini, à cette réunion, son attitude vis-à-vis de la situation présente.

Quand certaines puissances ont exposé à la conférence du désarmement

l'idée de pactes régionaux afin d'assurer la sécurité en Europe, nos trois Etats se sont immédiatement associés à ces tentatives. Depuis lors ils ont toujours secondé ces puissances, amis du désir d'aboutir à une collaboration loyale, plus particulièrement en Europe Centrale et Orientale. En le rappelant aujourd'hui, nous voulons tout particulièrement souligner les principes de ces tentatives, le principe de la sécurité, basée sur le Pacte de la S.D.N.

C'est pourquoi nous avons entendu avec une grande satisfaction les déclarations faites, et plus particulièrement celles des premiers délégués de la Grande Bretagne et de la France. Ces discours sont d'une grande importance, parce qu'ils soulignent clairement le principe vital de la sécurité collective, qui est la base de la S.D.N.; car, on s'en rend compte de plus en plus, ce principe doit diriger toute la politique européenne, ainsi que celle des autres continents et de la S.D.N. en général."

(Voir la suite en 3<sup>e</sup> page)

#### AVIS IMPORTANT

A partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain les bureaux de la rédaction et de l'administration de l'ECHO DE BELGRADE seront transférés au No 3 de la rue Kralja Ferdinanda, à Belgrade (D).

## Le Congrès des juristes à Belgrade

Belgrade sera du 22 au 25 septembre le siège du 7<sup>e</sup> Congrès des juristes yougoslaves. C'est en 1928 que fut fondée par un groupe de juristes l'Association yougoslave de droit international. Organisation scientifique de caractère privé, l'Association se proposait alors pour objet:

- 1) de contribuer au développement du Droit international par l'étude scientifique de toutes ses branches, y compris l'histoire diplomatique;
- 2) de répandre la connaissance du Droit international en Yougoslavie par des conférences et par des publications;
- 3) de consacrer une attention spéciale aux questions juridiques internationales de la Péninsule balkanique et de l'Europe centrale, et de travailler à défendre les principes de solidarité et de coopération internationales en vue du maintien de la paix.

Fidèle à l'accomplissement de la tâche qu'elle s'était proposée, l'Association a organisé toute une série de conférences publiques dans les principaux centres universitaires et intellectuels de Yougoslavie. Elle a fondé, en 1931, «La Bibliothèque de l'Association yougoslave de droit international» qui compte actuellement 19 publications.

La principale publication de l'Association et son organe en même temps, c'est l'«Annuaire de l'Association

yougoslave de droit international», dont le premier volume, un magnifique in-8 de 445 pages, a été publié en 1931, à Paris aux Editions internationales et dont le dernier volume sort des presses à l'occasion du Congrès de Belgrade.

Une autre forme d'activité de l'Association, ce sont les Congrès qui rassemblent de nombreux juristes, maîtres du Droit ou praticiens, dont la collaboration est infiniment précieuse pour confronter la doctrine et la réalité. Des problèmes, qui touchent à la vie même de l'Etat, font l'objet de ces travaux.

Le Congrès des juristes yougoslaves sera rehaussé par la présence de nombreux juristes bulgares qui prendront une part active aux discussions des rapports, et par des délégations de juristes polonais et tchèques, qui recevront des nôtres un chaleureux accueil.

C'est assez dire l'intérêt du Congrès de Belgrade, qui ne groupera pas moins de 600 juristes, sous la présidence du dr. Milan Stojadinovic, président du Conseil, mais aussi un des fondateurs de l'Association et le président du Comité permanent du Congrès. M. Milan Stojadinovic a bien voulu réserver à l'ECHO de Belgrade le texte en français du salut qu'il adresse aux congressistes et qui, mieux que tout autre développement, indique l'importance de la prochaine assemblée.

### Le salut de M. M. Stojadinovic aux congressistes

Fondé sous l'inspiration d'une grande idée, qui était de réunir et de représenter les juristes de toutes les régions de l'Etat yougoslave, le Congrès des juristes, depuis sa création jusqu'à ce jour, constitue réellement dans notre société une force positive d'une rare valeur. Etranger aux sectes, aux particularismes, aux ambitions personnelles, comme à toute intrusion politique, le Congrès des juristes groupe depuis dix ans, sans réclame retentissant, sans discussions amères ni débats publics, un très grand nombre de représentants choisis de toutes les branches du Droit, de la science comme de la pratique juridique. Les pages de ses annuaires, «Mémoires» sont remplies des travaux scientifiques de nos meilleurs spécialistes du droit théorique et appliqué. Chose plus importante et plus louable encore: les assemblées du Congrès des juristes ne discutent pas de secs problèmes académiques, ni même des questions qui concernent les différentes classes de juristes, avocats, juges ou fonctionnaires; elles traitent surtout des questions qui sont d'un intérêt essentiel pour tous, pour toute la nation et tout l'Etat.

De cela, les «Mémoires» nous apportent le témoignage.

La première question qui sera discutée au Congrès est: «Les garanties de l'indépendance des juges.» Au premier abord, on dirait qu'elle ne touche que les juges. La réalité cependant est bien différente. Tout bon et sage observateur de notre vie sociale sait aujourd'hui que la parfaite indépendance des juges est une condition sans laquelle il est même impossible d'imaginer un développement sain de la société.

La seconde question, «L'unification des lois sur les assurances contractuelles» et la troisième, «La responsabilité des organes et des employés des institutions bancaires» ont été imposées au Congrès par notre situation économique et ses difficultés. En inscrivant l'une et l'autre à l'ordre du jour, le Comité central n'a été, pour ainsi dire, que l'observateur attentif du développement économique, des difficultés avec lesquelles lute notre économie et des besoins que l'actualité exige pour l'amélioration d'un tel état de choses.

La dernière question: «Le droit des défenseurs dans la période d'instruction» n'a pas été non plus inscrite à l'ordre du jour pour donner satisfaction aux intérêts de l'Ordre des avocats. C'est la défense des personnes et des intérêts individuels bien plus que la protection des intérêts de la classe des

avocats qui imposait impérativement ce problème à l'ordre du jour de notre Congrès.

La critique des spécialistes et la discussion dans les différentes sections du Congrès mon-



M. Milan Stojadinovic, président du Congrès des juristes

teront avec quelle compétence les rapporteurs ont étudié les différentes questions. Une chose est évidente: ils ont consacré à la rédaction de ces rapports leurs soins les plus attentifs et le meilleur d'eux-mêmes. Qu'ils en soient remerciés d'avance au nom de tous les congressistes!

En même temps qu'il réunit nos juristes et permet dans les séances la discussion technique des questions juridiques et économiques actuelles, le Congrès développe d'une façon permanente et vivante l'idée que nos juristes doivent se connaître mutuellement, connaître les conditions de vie dans les différentes régions de notre pays et ses beautés naturelles: toutes choses indispensables aux bons juristes. Grâce à ces Congrès, la majorité de nos juristes connaissent aujourd'hui la situation dans la Sumadija et le Zagorje, les soucis de nos montagnards de la Zeta et de la Lika, les monuments historiques de notre Midi, les beautés des banovines de la Drave et du Littoral.

A cette réunion jubilaire du Congrès je considère de mon devoir, comme membre du Comité permanent depuis 1931, de souligner que c'est au prix de sacrifices personnels et sans aucune récompense matérielle que tous nos juristes, anciens et jeunes, ont collaboré et collaboreront aujourd'hui encore à réaliser les idées du Congrès. Leur nombre est très élevé et il serait trop long de citer tous les noms. A eux tous, comme aux membres actuels et anciens du Comité permanent, à tous les membres du Comité d'organisation, qui par leur activité ont

mérité du Congrès des juristes et de tous les juristes yougoslaves, un profond, cordial et chaleureux merci! Que leur activité et leur dévouement au Congrès servent d'exemple à nos futures générations de juristes!

Convaincu de la grande mission du Congrès des juristes dans l'avenir, je conclus: Floreat et crescat!

Dr. MILAN STOJADINOVIC  
président du Conseil,  
président du Congrès des juristes.

### L'Annuaire yougoslave de droit international

Le monde savant et, en particulier, les spécialistes du droit international avaient accueilli avec beaucoup d'égards le premier volume de l'Annuaire que les juristes yougoslaves éditeront à Paris en 1931. Encouragé par ce succès et en dépit de la crise économique, l'Association yougoslave de droit international vient de publier son deuxième volume (1). Elle l'a dédié à la mémoire du Roi Alexandre I<sup>er</sup> dont le règne a marqué une époque décisive, non seulement dans le développement du droit yougoslave, mais aussi dans le progrès des relations internationales.

Comment résumer ou même énumérer toutes les études de ce gros volume, qui constitue un véritable florilège du droit international, où ont collaboré les maîtres de la science juridique et leurs disciples?

La première partie est consacrée à la Coopération internationale et s'ouvre par un article de M. Zivotic, conseiller et chef de section aux Affaires étrangères, sur «La participation de la Yougoslavie à la vie internationale»: c'est un aperçu d'une remarquable concision sur les 700 traités, conventions et différents accords signés par la Yougoslavie de 1919 à 1933.

M. Lazar Markovic publie une brève étude, modestement intitulée: «Deux remarques sur le pacte de l'Entente balkanique». L'ancien ministre discute l'existence d'un protocole verbal secret qui fut révélé au cours des discussions entre le gouvernement hellénique et les chefs de l'opposition. Il le juge en contradiction avec l'article 18 du Pacte de la S.D.N., mais considère qu'il ne sera obligatoire que s'il est ratifié et enregistré à Genève. La seconde remarque de M. L. Markovic s'applique à l'interprétation du pacte et de ses clauses sur les engagements des parties contractantes; si le gouvernement grec a précisé les limites de ses obligations pour des raisons de politique intérieure, ses déclarations n'engagent que lui.

Dans la même partie figurent une étude du professeur Arandjelovic et du dr. Popovic sur «Les Conférences balkaniques et l'unification du droit des pays balkaniques» et un compte-rendu fort intéressant des professeurs Milan Bartos et Ilija Prizic sur «Le premier Congrès des juristes des Etats slaves».

Dans le chapitre de l'Histoire diplomatique, le professeur Slobodan Jovanovic évoque l'oeuvre et la mémoire de Jovan Ristic. Il le présente à la fois comme un adversaire déclaré du parlementarisme et un partisan résolu du régime constitutionnel. Il le loue surtout pour le rôle éminent qu'il a joué dans les années 1870—1880 et les services qu'il a rendus au Congrès de Berlin où a été reconnue l'indépendance de l'Etat Serbe. Le professeur Mileta Novakovic consacre une étude à «La Commission Riveraine du Danube et la Serbie» où il montre que la Serbie défendait le principe de la liberté absolue de la navigation, sans distinction entre riverains et non-riverains. Il est assez curieux de constater que la question ne devait être tranchée que 60 années plus tard par les traités de 1919.

C'est encore la question du Danube et de son régime juridique qu'étudie dans la partie du Droit international public M. Ivan Subotic, qui expose les régimes successifs du secteur dit «des Cataractes et des Portes-de-Fer».

(Voir la suite en 3<sup>e</sup> page)

(1) Les Annuaire de l'Association yougoslave de droit international peuvent être achetés soit à Paris, aux Editions Internationales, 4 bis, rue des Ecoles, soit à Belgrade au siège de l'Association, 21 Toplicin Venac, ainsi que dans les librairies Geca Kon et Pelikan.

## L'action gouvernementale et le mouvement des partis

Le gouvernement poursuit avec célérité l'exécution de son programme. Le travail sur l'application du nouveau règlement relatif à la protection des agriculteurs est à la veille d'être achevé. Les lois politiques, prévues à l'ordre du jour et susceptibles d'être promulguées par décret, sont au point.

D'autre part, pour bien marquer qu'il ne se laissera pas distraire de sa tâche par les menées de l'opposition, il a nommé de nouveaux bans dans trois banovines. Il leur a donné de larges pouvoirs en vue d'appliquer strictement son programme. N'a-t-il pas fallu constater, en effet, que certains hauts fonctionnaires restaient fidèles à des directives antérieures et n'avaient pas travaillé en ces dernières semaines à l'apaisement des esprits? Le gouvernement veillera désormais à ce que sa politique soit à la fois comprise et exécutée.

Dans l'attente des nouvelles lois, la vie des partis a continué de se manifester, soit sous la forme de réunions entre chefs de groupes, soit sous les aspects multiples de la propagande et de l'organisation.

L'événement le plus important de la semaine fut sans doute la proclamation de l'Union radicale yougoslave, qui s'adresse non seulement aux adhérents des anciens partis, aujourd'hui fondus dans un même organisme, mais à tous les partisans de la politique dont l'U.R.Y. se fait le champion dans le pays.

Ce document affirme que l'organisation constitutionnelle et parlementaire de l'Etat doit être appliquée dans l'esprit de la démocratie: «pour le peuple et avec le peuple». Si l'on considère que le Président du Conseil et plusieurs ministres sont membres de ce parti, on devine aisément que c'est dans le même sens qu'ont été élaborées les nouvelles lois politiques.

La proclamation est moins explicite en ce qui concerne l'organisation administrative de l'Etat; le parti tient compte de ce fait historique que les diverses régions du Royaume ont vécu longtemps séparées, soumises à des régimes divers, et que l'administration doit respecter les légitimes traditions de chacune d'elles. Mais, si l'U.R.Y. s'engage résolument dans la voie de la décentralisation par le système des autonomies banovinales, on sent que l'unité nationale, affirmée par la Constitution de 1931 et consolidée par quinze ans de vie commune, est mise au dessus de toute discussion.

C'est à la propagande de son programme que l'U.R.Y. engage aujourd'hui tous ses efforts; groupement de ses partisans, création de

comités locaux, préparation de meetings, tout doit servir à l'affermissement de ses positions dans le peuple.

L'opposition unifiée, qui agit en dehors du Parlement, a continué de son côté à déployer une vive activité, mais plutôt sous la forme de conversations entre ses dirigeants. L'une des entrevues les plus remarquées fut, il y a quelques jours, celle de M. Vilder, membre influent de l'ancien parti démocrate indépendant, avec MM. Ljuba Davidovic et Jovan Jovanovic. Quoiqu'aucun communiqué n'ait été donné à la presse, l'opinion a attaché une grande importance, peut-être exagérée, à ces conversations qui se sont prolongées deux jours durant.

Il est certain que M. Vilder n'a pas reçu un mandat formel du dr. Maccek; mais il est vraisemblable que les entretiens de Belgrade auront servi à coordonner l'action des différents groupes réunis dans le cartel de l'opposition extraparlamentaire, que préside le chef du parti paysan croate. Il est probable aussi que le voyage de M. Vilder de Zagreb à Belgrade aura préparé celui de MM. Davidovic et Jovan Jovanovic à Zagreb où ils doivent conférer avec M. Maccek.

L'opposition extraparlamentaire est décidée à continuer son action auprès du peuple sous la forme où elle l'a exercée jusqu'ici. On sait en effet qu'aux termes de la législation existante elle n'a pas le droit de procéder à son organisation définitive avant d'avoir fait une demande de légalisation aux autorités. Lorsque la loi sur les associations sera promulguée, il est certain que la question se posera de savoir si l'opposition doit suivre la même attitude.

Les efforts des anciens groupes qui se réclament du Parti national yougoslave, pour constituer un front unique, ne semblent pas avoir donné des résultats sérieux. On ne sait encore si cette tentative aboutira à une action parlementaire ou si elle s'étendra à des groupes extraparlamentaires. En attendant, l'offensive contre le groupement de M. Stojadinovic marque le pas.

Le groupe «Borba» (la lutte), connu aussi sous le nom de Parti populaire yougoslave, n'a pas l'intention de fusionner avec le P.N.Y. D'après les déclarations faites au meeting de Belgrade, son chef, M. Hodjera, fait cavalier seul. D'autre part, le groupe «Zbor», fondé par M. Ljotic, ayant demandé sa légalisation, affirme par cela même qu'il poursuit une action indépendante qui présente plutôt jusqu'ici un intérêt idéologique. M.

## La consécration du principe de la sécurité collective

(De notre correspondant)  
Genève, 15 septembre

Jamais l'Assemblée de la Société des Nations n'avait entendu jusqu'ici des discours qui fussent autant de déclarations politiques. A cet égard, l'importance de cette session de septembre sera sans égale. L'Assemblée a cessé de ressembler, comme ce fut trop souvent le cas, à un meeting populaire où chacun s'efforçait de remporter des succès oratoires et d'avoir pour soi l'opinion publique.

En toute conscience de leurs responsabilités, qui sont en ce moment considérables, les ministres des Affaires étrangères des différents pays ou les chefs de gouvernements ne sont montés à la tribune que pour y définir, en des déclarations la plupart très courtes, la politique de leur Etat à l'égard de la communauté mondiale. Et ce fut, de la part de tous, la reprise de l'engagement solennel que les nations avaient contracté en signant le Pacte de la S. D. N.

Il importait en effet de savoir si, de reculé en reculé, la Société des Nations allait finalement ne rien laisser subsister de ses obligations touchant le maintien de la paix. La réponse a été nette. Mis au pied du mur et forcés de dire jusqu'où ils étaient prêts à aller, au cas où la situation déjà si grave viendrait à empirer encore, cette réponse a été que les différents Etats ne se soustraient pas aux obligations du Pacte.

Le représentant du Royaume-Uni, Sir Samuel Hoare, l'affirma avec une fermeté et une décision convaincantes. Les représentants de la Norvège, de la Suède, des Pays-Bas, de la

Belgique le répétèrent immédiatement après lui. Puis ce fut le tour de la France, de la Petite Entente, par la voix de M. B. Puric, enfin de l'Entente balkanique, de faire une profession de foi identique.

En somme c'était, à quinze ans d'intervalle, le même serment d'assurer la sécurité de tous et de participer efficacement au maintien de cette sécurité par tous les moyens que pourrait exiger l'observation des articles du Pacte.

Si l'adhésion du Royaume-Uni à ce nouveau serment de Genève avait fait sensation, car on avait à peine osé croire qu'elle serait aussi complète, celle de la France n'en causa pas une moins grande.

Chacun comprenait ici la position particulièrement difficile de M. P. Laval. Placé entre la politique fidèlement suivie depuis la grande guerre et ses accords récents, on pouvait penser qu'il ne se prononcerait pas avec une entière netteté. Il a reconnu que sans rien sacrifier de ceux-ci, la France devait à elle-même et à ses alliés de ne rien abandonner de celle-là. La promesse de ne se soustraire à aucune des obligations du Pacte ne fut pas moins catégorique que celle des Etats qui avaient précédé le représentant de la France à la tribune de l'Assemblée.

Toutefois, on a remarqué que M. Pierre Laval a pris acte, en y insistant, des engagements proclamés par Sir Samuel Hoare au nom de son pays. Le Ministre des Affaires Etrangères français a saisi l'occasion de rappeler au représentant de l'Angleterre qu'il venait d'apporter sa con-



## Le Monde et la Ville

### La Cour

S. M. LA REINE MARIE A KOTOR ET A CETINJE  
S. M. la Reine accompagnée de S. A. R. le Prince Tomislav a visité Kotor, venant de Miločer, le 14 septembre. Sa Majesté était accompagnée de S. M. la Reine de Roumanie et de l'Infante Béatrice d'Espagne.

S. M. la Reine et Sa suite visiteront les curiosités de Kotor, notamment la cathédrale catholique de Saint-Trifun. Tandis que la Souveraine se trouvait à l'intérieur de l'édifice, une foule énorme se massa sur la place et l'Acadama longuement lorsqu'elle parut sur le parvis.

S. M. la Reine Marie de Yougoslavie, accompagnée de S. M. la Reine-Mère Marie de Roumanie, a visité Cetinje le 7 septembre. Sa Majesté a tenu à voir au Musée les maquettes du monument du Roi Alexandre, oeuvre du sculpteur Ivan Mestrovic. Du Musée, les deux Reines se sont rendues au Foyer des officiers, maison natale de S. M. Alexandre I-er, et ont visité la chambre où est né le Roi Martyr.

La population de Cetinje a salué S. M. la Reine par de chaleureuses ovations.

### La Diplomatie

S. M. LE ROI LEOPOLD REÇOIT M. KASIDOLAC  
On mande de Bruxelles : Le nouveau ministre de Yougoslavie, M. D. Kasidolac, a été reçu en audience solennelle par S. M. le Roi Leopold III à qui il a remis ses lettres de créance.

Le même jour, M. Kasidolac s'est rendu sur le tombeau du Soldat inconnu, où il a déposé une couronne. Le ministre a fleuri ensuite les tombeaux du Roi Albert et de la Reine Astrid, dans la crypte de Laeken.

M. STOJADINOVIC REÇOIT LE COMTE R. DE DAMPIERRE  
Le Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères a reçu hier en audience le comte Robert de Dampierre, ministre de France.

### A OPLENAC

M. Girs, ministre de la Tchécoslovaquie à Belgrade, accompagné du colonel Hajek, attaché militaire, et du nouvel attaché militaire, le colonel Malia, s'est rendu à Oplenac, pour s'incliner sur la tombe du Roi Chevalier Alexandre et y déposer une couronne.

Au retour d'Oplenac, M. Girs se rendit sur la tombe du Soldat Inconnu, où il accomplit le même geste pieux.

LE RETOUR DE M. SPALAJKOVIC

S. Exc. M. Miroslav Spalajkovic, a quitté la France, où il a représenté la Yougoslavie pendant de longues années, et vient de s'installer à Zemun avec sa famille.

### Les informations

#### NOS NOTES

Notre confrère, M. Emile Sicard et Mme Sicard, et M. Jacques Angard, envoyé spécial de la Petite Gironde, ont déposé dimanche une gerbe de roses et de dahlias blancs sur le tombeau du Roi Alexandre. On sait que l'un et l'autre ont collaboré au livre sur „Le Roi Chevalier Alexandre I-er”.

M. Jean Barnichon, de Paris, directeur général des établissements Onda, a fait un voyage de trois semaines à travers la Yougoslavie et l'Europe centrale. — Le R. P. Guy Finaert, professeur de philosophie au Collège de l'Assomption à Nimès, vient de faire un bref séjour à Belgrade.

S. Exc. Mgr. Ferdinand Perier, archevêque de Calcutta, missionnaire jésuite de nationalité belge, venant de Belgique et retournant à Bombay, a séjourné à Zagreb où il a été l'hôte de Mgr. Bauer et a prononcé un sermon sur l'activité missionnaire aux Indes.

### SUR L'AERODROME DE ZEMUN

MM. Aca Stancic, Momcilo Ninkic et Misa Trifunovic, qui s'intéressent à l'aéronautique, ont visité à Zemun les hangars de l'Aeropot et de la société de navigation aérienne Air-France.

### Un monument au Roi Alexandre

Dimanche, se déroula à Kragujevac, en présence d'une foule considérable, l'inauguration du monument élevé à la mémoire du Roi Alexandre dans la cour de la caserne du XIX-ème Régiment d'Infanterie par les officiers et les soldats de cette unité.

### Mort du Marquis de l'Aigle

Nous apprenons avec un vif regret la mort du Marquis de l'Aigle, député de l'Oise, maire de Rethondes, cette localité désormais illustre où fut signé l'armistice du 11 novembre.

Né à Paris en 1875, le marquis de l'Aigle avait toujours vécu dans la région de Compiègne où il avait occupé différentes fonctions électives et où il laisse le souvenir d'un parfait gentilhomme.

Membre de l'Association des Amis de la Yougoslavie, le marquis de l'Aigle avait présidé plusieurs réunions franco-yougoslaves et, tout récemment encore, il saluait avec émotion la grande mémoire du Roi Alexandre à un Congrès régional des Poilus d'Orient.

## Nomination de nouveaux Bans

Un décret royal vient de mettre à la retraite M. Vasovic, ban de la Banovine du Danube, et M. le dr. Pug, ban de la Banovine de la Drave.

Le même décret nomme M. Svetislav Paunovic, conseiller d'Etat en retraite, ban de la Banovine du Danube, et M. le dr. Marko Natlačen, avocat à Ljubljana, ban de la Banovine de la Drave.

Par un décret royal en date du 14 septembre, M. Dragoslav Djordjevic, ban de la Banovine du Vardar, est mis à la retraite.

Par le même décret M. Ranko Trifunovic, sous-secrétaire d'Etat en retraite, est nommé de la Banovine du Vardar.

M. Svetislav Paunovic, né en 1880 à Čačak, fut d'abord magistrat, puis ouvrit un cabinet d'avocat. Après avoir participé à la guerre balkanique comme officier de réserve, il fut nommé en 1913 préfet de Kumanovo. Pendant la grande guerre il fut délégué du gouvernement à Nice. Puis il fut nommé conseiller d'Etat. M. Paunovic, membre en vue du parti radical, fut pendant de longues années membre du Comité directeur.

M. le dr. Marko Natlačen, est né en 1887 à Manče, dans la Vénétie Julienne, fit ses études à Vienne et entra dans le cabinet de M. le dr. Pegan, avocat.

Jeune encore, M. Natlačen se signala dans la vie politique où il prit une place en vue parmi la jeunesse catholique. Il fut président de l'ancienne organisation sportive „Orao” en Slovénie, puis de l'association catholique universitaire slovène. Le nouveau Ban de la Banovine de la Drave, qui a fait partie de l'opposition en ces dernières années, jouit de la réputation d'un juriste et d'un organisateur éminent.

M. Ranko Trifunovic est né à Sabac en 1878. Il termina ses études de droit à Belgrade et fut nommé premier sous-préfet en Serbie du Sud.

En 1919, M. Trifunovic donna sa démission et prit une part active à la vie politique comme membre du parti radical dans le cabinet homologue radical de 1920; il assumait les fonctions de ministre-adjoint au Ministère de l'Intérieur et fut élu député comme chef de liste de l'arrondissement d'Ohrid. En 1927, sous le cabinet Vukitchevic, il fut mis à la retraite comme sous-secrétaire d'Etat.

## Nouveau Ministre au Chili

Par décret royal, sur la proposition du Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères, M. Frano Cvjetisa, consul général à Bratislava, a été nommé ministre plénipotentiaire de Yougoslavie auprès de la République du Chili.

M. Cvjetisa est né en 1884 dans l'ile de Lastovo en Dalmatie, qui appartient actuellement à l'Italie. Après avoir fait ses études à Prague, il s'est distingué en Dalmatie comme un des leaders de la jeunesse nationaliste yougoslave d'avant-guerre. Persécuté pendant la guerre, il réussit à s'échapper d'Autriche et se mit ardemment à l'action pour la cause de l'union yougoslave. Il rédigea le „Bulletin yougoslave” à Paris, et publia en français deux brochures: „Les Yougoslaves”, „Quelques points essentiels du problème yougoslave”, etc.

Après la guerre il entra dans la carrière diplomatique et fut consul général à Bratislava, à Prague, à Hambourg, et enfin conseiller de Légation à Budapest.

## M. B. Purić à Genève

(Suite de la 1-ère page 2-ème col.)

M. B. Purić cite le texte de l'introduction aux résolutions prises par la Petite Entente à Bled le 30 Août, et souligne que cette résolution, en fait, confirme la politique des trois Etats depuis seize ans.

„Si grandes que soient les difficultés actuelles, nous avons une ferme confiance dans la S. D. N., dans la force de ses principes, la durée de ses institutions. Nous ferons tout notre devoir, pour que les espoirs que nous avons placés en la S. D. N. ne soient pas déçus.

Nous nous trouvons au coeur de l'Europe Centrale; nous sommes conscients de notre mission. Nous voulons une paisible collaboration et un accord avec tous les voisins. — Signataires des pactes internationaux, des traités de paix et du pacte de la S. D. N., nous les trouvons nécessaires et nous resterons fidèles.”

## L'intervention de M. Maximos

Le discours prononcé par M. Maximos, parlant au nom de l'Entente Balkanique en remplacement de M. Titulesco, absent, a développé le même thème:

„L'Entente Balkanique termine sa deuxième année d'existence et le temps a justifié jusqu'ici sa création, car il prouve que son action était nécessaire et qu'elle peut se poursuivre sans obstacle. Les rapports qui existent entre les Etats groupés dans l'Entente Balkanique deviennent de jour en jour plus étroits et s'étendent à tous les domaines de leur activité nationale... Les résultats qui ont été obtenus ne sont pas seulement le fruit de l'esprit de solidarité qui inspire constamment dans leur action les milieux intéressés des Etats Balkaniques, ils sont le résultat et le fruit de la conviction générale de leurs peuples que ces aspirations pacifiques ne peuvent être réalisées autrement que par le respect des principes de la S. D. N., auxquels ils sont sincèrement attachés. Cette conviction se manifeste déjà bien avant la création de l'Entente Balkanique.

Etant donné la situation sérieuse dans laquelle nous nous trouvons actuellement, ceci impose aux milieux dirigeants de l'Entente Balkanique le devoir de rester plus que jamais fidèles aux principes du Pacte.

Les Etats de l'Entente Balkanique suivent avec le plus grand intérêt les efforts du Conseil pour sauver la paix du monde et ils désirent que le Conseil aboutisse à une solution juste et paisible.”

## Le Congrès international des invalides de guerre

L'ouverture du Congrès international des invalides de guerre, qui a lieu aujourd'hui, donnera lieu à une série de manifestations où s'exprimera la fraternité des anciens combattants.

Le président de l'Association des invalides de guerre yougoslave, le colonel B. Nedici, vient d'accueillir chaleureusement les délégués de Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie. La délégation danoise, présidée par M. Andersen, le distingué journaliste, représentera également les invalides de guerre d'Allemagne. M. Nikiforof, président de l'Association bulgare, est arrivé hier par avion pour prendre la tête d'une délégation de 200 invalides de Bulgarie.

Le Congrès, qui durera jusqu'au 23 septembre, sera rehaussé par l'inauguration du Dôme des Invalides, sur la place de la gare.

## La réduction des traitements des fonctionnaires

Le Conseil des ministres, dans sa séance d'hier, a approuvé un décret-loi sur la réduction des traitements des fonctionnaires d'Etat.

Le communiqué publié à cette occasion dit que, tenant compte du fait que les prix de la vie ont diminué et que les budgets de l'Etat se sont soldés, en ces dernières années, par un déficit croissant, le gouvernement s'est vu obligé de diminuer les „indemnités de vie chère” des fonctionnaires. Cette mesure est d'autant plus nécessaire qu'une augmentation des impôts, à cette époque de crise générale, est impossible.

L'économie s'élève à un montant de 400.000.000 de dinars, ce qui correspond à 7% des rémunérations des fonctionnaires actifs et en retraite.

Les diminutions portent sur tous les fonctionnaires, à commencer par les ministres et les bans jusqu'aux plus petits fonctionnaires. Sont seuls exceptés les sous-officiers de l'active.

## Journalistes étrangers en Yougoslavie

Le groupe de journalistes étrangers: Allemands, Tchécoslovaques, Autrichiens, Polonais, Roumains, Anglais, Américains et Danois, qui visitent notre pays, comme hôtes de l'Agence „Putnik”, ont passé trois jours à Belgrade où ils ont visité la ville. La Municipalité a offert en leur honneur un banquet où ils ont eu l'occasion de rencontrer leurs collègues belgradois.

La journée de dimanche fut consacrée par les journalistes étrangers à une visite à la colline d'Oplenac et au tombeau du Roi Alexandre. Partis de Belgrade en autobus, ils arrivèrent à Topola vers midi et se rendirent immédiatement au manoir où ils furent émerveillés de la richesse des décorations et particulièrement des mosaïques. En groupe, ils descendirent à la crypte et rendirent hommage au Roi Preux. Un journaliste hollandais, M. Braun, au nom de ses confrères, prononça une courte homélie, après quoi une splendide couronne de roses rouges fut déposée sur la dalle funéraire par un confrère autrichien, M. Polietka.

L'après-midi fut remplie par la visite du domaine royal d'Oplenac, sous la direction de M. S. Jovanovic, chef de section au Bureau Central de Presse.

## Les manifestations bulgare-yougoslaves

L'ouverture solennelle de la frontière bulgare-yougoslave a eu lieu le 15 septembre à Devecir, près Kriva Palanka. Au nom des autorités yougoslaves, la porte de la frontière fut ouverte par M. Tasco Jankovic, préfet de l'arrondissement, après quoi des discours ont été prononcés dans un esprit de fraternité et d'amitié. Environ 1000 personnes des deux côtés de la frontière assistaient à la cérémonie.

Toute la presse de Sofia a salué chaleureusement l'ouverture de ce nouveau passage entre les deux pays amis, où il faut voir un signe de plus de l'amélioration de leurs rapports.

Afin d'entrer en contact avec l'Auto-club bulgare, l'Auto-club du Royaume de Yougoslavie entreprend des tournées en Bulgarie. Le premier groupe est parti de Belgrade le 14 septembre et le second groupe, le dimanche matin. Ils rentreront à Belgrade le 21 septembre.

## L'Annuaire yougoslave de droit international

(Suite de la 1-ère p. 5-ème col.)

Nous ne pouvons guère que citer, tout en louant d'un mot leur impeccable documentation, l'article de M. Georges Andrassy, professeur de droit international à l'Université de Zagreb sur „Le règlement des questions de frontières entre la Yougoslavie d'une part et l'Italie, l'Autriche et la Hongrie d'autre part” et l'article de M. Stevan Cirkovic, secrétaire au ministère des Affaires étrangères et de l'Association yougoslave dit droit international, sur „Le règlement des questions de frontières entre le Royaume de Yougoslavie et ses voisins balkaniques: Albanie, Grèce, Bulgarie et Roumanie”. M. Milenko Milić, attaché à la délégation yougoslave près la S. D. N., étudie „La Petite Entente et le régionalisme dans la Société des Nations” dans un savant travail où il démontre la parfaite harmonie qui règne entre la nouvelle organisation diplomatique, cette véritable communauté que constitue la Petite Entente, et l'institution de Genève.

M. Ilija Prizic examine „La notion des minorités”, en étudiant tour à tour la protection minoritaire comme une institution régionale de droit international, les problèmes juridiques posés en rapport avec la notion de minorités, la question de savoir qui est le sujet du droit des minorités — les minorités comme corps collectif, les individus qui les composent, — qui est l'objet du droit des minorités — tous les habitants de l'Etat qui a contracté l'obligation de protéger les minorités ou seulement ses ressortissants, — les traits caractéristiques des minorités et enfin la définition de la notion juridique de minorité.

Deux études d'un caractère plus spécial terminent ce chapitre: „La clause de la nation la plus favorisée dans les traités pour le règlement pacifique des différends internationaux” par Stojan Gavrilovic, secrétaire au Ministère des Affaires étrangères; et „La compétence de la Cour Permanente de justice internationale ratione personae et ratione materiae par rapport au différend concernant les emprunts serbes d'avant-guerre”, par Mme Ana Godjevac, docteur en droit.

La troisième partie, consacrée au Droit international privé, débute par une étude du grand civiliste yougoslave, le professeur Zivojin Peric, sur „La compétence judiciaire en matière matrimoniale dans le Royaume de Yougoslavie”. Elle est suivie d'autres articles, dus à la plume des spécialistes les plus autorisés: „Le droit international privé en matière d'adoption” par M. S. Lapajne, professeur de droit à l'Université de Ljubljana;

„Le droit ouvrier yougoslave” par M. I. Politco, président de l'Ordre des avocats de Zagreb; „La législation relative aux affaires musulmanes en Yougoslavie” par M. Mehmed Begovic, docteur à la Faculté de droit de Belgrade; „L'exécution des jugements étrangers selon la loi yougoslave sur les exécutions et saisies-exécutions” par M. B. Blagojevic, assistant à la Faculté de droit de Belgrade.

Dans la partie consacrée au Droit international délictuel et au Droit criminel international, nous relevons un article sur „Les premières bases du droit international délictuel” par M. Thomas Zivanovic, professeur à l'Université de Belgrade, et un autre „Le problème du droit pénal économique de Yougoslavie” par M. Méthode Solenc, professeur à l'Université de Ljubljana.

L'Annuaire est enrichi d'une partie documentaire qui apporte une précieuse contribution au droit international: deux listes de traités et de conventions établies avec une patience quasi bénédictine. Mme Ana Godjevac publie la Liste des traités et des engagements internationaux de la Serbie de 1870 à 1914. D'autre part, M. Stevan Cirkovic, secrétaire au Ministère des Affaires étrangères, publie une Liste complète de tous les Traités, Accords, Conventions et engagements internationaux de la Yougoslavie de 1919 à 1935 y compris les lois et les règlements internes d'ordre international. Il est inutile de souligner ce que ces deux listes peuvent rendre de services pratiques aux diplomates et aux historiens.

Par cet ensemble d'études et d'articles, ainsi que par sa partie documentaire, le deuxième volume de l'Annuaire de l'Association yougoslave de droit international mérite donc d'être le livre de chevet des juristes, le manuel des journalistes, et de prendre place dans toutes les bibliothèques de droit dans le pays comme à l'étranger.

Les annuaires de l'Association yougoslave de droit international n'ont qu'un but, c'est de faire connaître, sous une forme scientifique et objective, la législation yougoslave ainsi que les questions juridiques internationales qui se posent dans les Balkans et dans l'Europe centrale. Ils sont devenus un instrument nécessaire de travail et une source abondante de documentation.

On ne saurait trop féliciter l'actif Comité de rédaction composé par MM. Ivan Subotic, Stevan Cirkovic, Ilija Prizic et Milan Bartos qui présentent déjà avec le même zèle le troisième volume, dont la parution ne tardera pas.



Notre tourisme: une vue de Dubrovnik sur l'Adriatique (Raguse)



Dubrovnik: l'ancien Palais des Recteurs et le Mont Serge.

## Revue de la Presse

### LE GOUVERNEMENT DE M. STOJADINOVIC

Le grand journal de Vienne Neue Freie Presse vient de publier une longue correspondance sur la situation en Yougoslavie.

Après avoir exposé les raisons de la chute du gouvernement de M. Jevtic à qui on reprochait d'avoir exaspéré les courants adverses au lieu de les atténuer, le journal présente le gouvernement de M. M. Stojadinovic comme un gouvernement d'apaisement qui veut rendre au pays les libertés politiques.

M. Stojadinovic a tenu ses promesses; il a permis à tous les partis et à tous les hommes politiques, sans distinction, de revenir sur la scène. Les nombreuses réunions qui se tiennent dans le pays prouvent que les masses populaires se regroupent et l'on aperçoit déjà les contours d'un système fondé sur deux grands partis.

La Neue Freie Presse écrit que le développement de la situation politique en Yougoslavie a une importance extrême et qu'il est heureux pour la Yougoslavie qu'en ce moment décisif le gouvernement soit dirigé par une personnalité telle que celle de M. Stojadinovic qui jouit, aussi bien en Yougoslavie qu'à l'étranger, de la ré-

putation d'un homme d'Etat éminent et d'un expert financier de tout premier ordre.

### AUTOUR DU CONCORDAT

La Nation, organe officiel de la Fédération républicaine, qui préside en France, M. L. Marin, publie quelques réflexions justes sur le nouveau Concordat signé entre la Yougoslavie et le Saint-Siège.

„On n'a pas assez souligné, au milieu de l'agitation causée par le différend italo-éthiopien, toute l'importance politique, tant extérieure qu'intérieure, de ce Concordat. En juin 1914, alors que la Serbie ne comptait que quelques milliers de catholiques sur quatre millions d'habitants, le Roi Pierre signait avec le Saint-Siège un concordat, faisant ainsi preuve d'indépendance vis-à-vis des Habsbourg qui semblaient s'arroger le droit de protection sur les catholiques des Balkans. Pour le nouvel Etat yougoslave, qui compte près de 6 millions de catholiques sur 14 millions d'habitants, l'ancien concordat était devenu insultant. Après de longs efforts, tant de la part du Roi Alexandre que de ceux qui ont pour suivi sa politique, un accord avec le Vatican est venu au jour dont la portée est double: en accor-

dant un statut juridique au catholicisme yougoslave, il consolide l'union intérieure en conciliant religion et nationalisme; en faisant coïncider les limites des diocèses catholiques avec les frontières du nouvel Etat, il maintient le statu quo au centre de l'Europe et le rend moralement inviolable. Cette politique religieuse est une force de plus.”

D'autre part, la revue Le Mois cite l'article que M. Jean Bourgois, notre directeur, a fait paraître ici-même pour montrer que le Concordat, en donnant un statut juridique au catholicisme yougoslave, enlève du même coup aux adversaires du statu quo européen un argument alternativement dirigé contre la Yougoslavie et contre l'Eglise.

### LES DEBATS DE GENEVE

Genève, Italie, Ethiopie: ces mots reviennent chaque jour aux manchets des journaux yougoslaves. Ces derniers jours la presse retentit des échos des grands discours prononcés devant l'Assemblée de la S. D. N. par Sir Samuel Hoare et par M. Pierre Laval.

académique, mais plutôt une véritable déclaration du gouvernement français. En effet M. Laval, n'a pas manqué de souligner qu'il parlait au nom du peuple français et de son gouvernement, ce qui ne pouvait que rehausser l'impression produite par ses paroles.

La déclaration catégorique qu'il a faite sur la fidélité de son pays à la S. D. N. et sa volonté de respecter toutes les obligations découlant du Pacte, base fondamentale de la politique extérieure française, fut accueillie avec la plus grande satisfaction dans tous les milieux genevois.

La Politika écrit encore que le passage du discours de M. Laval, où celui-ci déclare adopter la thèse de Sir Samuel Hoare sur la sécurité collective, thèse interprétée de telle sorte que l'Angleterre observera la même attitude dans toutes les conditions de temps et de lieu, fut surtout très remarquée. Pratiquement, ajoute le journal, il faut considérer que M. Laval visait l'attitude de la Grande-Bretagne dans la question de l'indépendance autrichienne.

Si l'avenir justifie les espoirs que l'on formule, il n'est pas douteux que ce sera véritablement une date qui aura marqué la collaboration franco-britannique en vue du maintien de l'ordre de choses créé en Europe par les traités de paix. Cette collaboration des deux grandes puissances oc-

cidentales ne doit pas seulement viser l'Autriche, mais encore tous les autres membres de la S. D. N., dont l'intégrité ou l'indépendance viendrait à être menacée.

Les journaux de Zagreb consacrent aussi une place importante au discours prononcé par M. Laval ainsi qu'aux commentaires de la presse étrangère. Le Jutarnji List fait précéder la publication du discours d'un titre général: „Sanctions contre l'Italie. — La France accepte des sanctions économiques et financières, laissant à la Grande Bretagne le soin de prendre des sanctions d'ordre militaire”.

### L'ITALIE ET LA S. D. N.

Toute la presse discute l'éventualité du départ de l'Italie de la S. D. N. et celle d'une guerre italo-abyssine, jugée imminente et inévitable. Est-ce à dire qu'une guerre africaine, c'est à dire le départ de l'Italie de Genève, signifierait, comme certains le prétendent, la fin de la S. D. N.?

C'est la question que posent les Novosti, qui rappellent que les mêmes bruits ont couru lors du départ du Japon, puis de l'Allemagne hitlérienne.

„La S. D. N. pourra continuer d'exister même après que l'Italie l'aura quittée, si la France et la Grande Bretagne serrent leurs rangs et suivent les grandes lignes indiquées dans les discours de M. Laval et Sir

Samuel Hoare, c'est à dire, si elles ne laissent pas les événements se développer en Afrique suivant les prévisions établies et si d'autre part elles réussissent à empêcher la situation en Europe de se gâter. En d'autres termes, tout dépend de la solidarité franco-britannique et de la solidarité des autres nations liées par les obligations découlant du Pacte de la S. D. N.”

La dislocation de la S. D. N. serait beaucoup plus honnête que l'autorisation d'une guerre par Genève, absolument contraire aux principes fondamentaux du Pacte.

Pour ce qui est de l'Italie, dit le journal, elle quitte Genève avec un cœur beaucoup plus léger que ne le fit l'Allemagne, car la S. D. N. n'a jamais eu pour l'Italie la même signification que pour la France et la Grande-Bretagne, qui surent si bien lier leurs intérêts diplomatiques avec l'institution genevoise. Le fascisme ne ferait qu'obéir à la ligne fondamentale du révisionnisme sur le terrain international. La thèse nationaliste de la guerre, en tant qu'expression suprême de la vitalité nationale, liée aux sentiments de mécontentement contre l'espace étroit laissé par le Traité de Versailles (colonies) et, plus tard, la révolte contre le traité de Rapallo, tout cela fait le fond de cette antipathie latente du fascisme contre Genève.

„C'est pourquoi M. Mussolini, dès son arrivée au pouvoir, s'attaqua vivement à la S. D. N. Il s'en est tenu jusqu'à présent à cette ligne, en prenant une attitude opportuniste, jusqu'au jour où l'Italie se sentira prête à s'engager dans une action qu'il annonçait depuis longtemps, en disant que l'année 1935 serait une année cruciale pour l'Europe.”

### APRES LA REVOLUTION EN ALBANIE

Les Novosti reproduisent un article du journal Makedonija, qui paraît à Salonique, à propos de la situation en Albanie. Nous citons sous réserves:

„Après la dernière révolte en Albanie, le Roi Zogou a trouvé nécessaire de changer ses méthodes, afin d'améliorer la situation de son petit pays et de garantir son trône. En premier lieu son action aura cherché à raffermir les relations entre la Grèce et l'Albanie, et c'est pourquoi il a cessé toute propagande antihellénique. Pour améliorer également la situation intérieure et extérieure, le Roi Zogou travaillera à un rapprochement avec la Grande-Bretagne, et tâchera de rompre toutes relations avec l'Italie, ce dernier pays considérant toujours que l'Albanie se trouve sous son protectorat. D'autre part, il insistera pour que le gouvernement de Tirana adhère au Pacte Balkanique.”

## Les intérêts yougoslaves et le Congrès de la Chambre de commerce internationale

A la fin du mois de juin fut tenu à Paris le VIII<sup>ème</sup> congrès de la Chambre de commerce internationale, qui s'est occupé des problèmes les plus intéressants de l'actualité économique. Loin d'être une réunion improvisée, ce congrès fut soigneusement préparé par des études rigoureuses publiées au préalable sous forme de rapports. Ces derniers ont constitué un point de départ tant pour le congrès lui-même que pour l'activité ultérieure de la Chambre.

Les travaux de ce congrès ont déjà attiré l'attention de notre presse et, par exemple, le numéro 27 du "Moniteur de l'Office national pour l'expansion du commerce extérieur" contient un aperçu détaillé des problèmes traités dans cette assemblée; un compte-rendu de la part de l'Echo de Belgrade serait superflu. Néanmoins l'importance de ces questions, ainsi que le fait qu'elles étaient discutées dans une "assemblée mondiale des hommes d'affaires", nous suggèrent de passer en revue quelques-unes d'entre elles en les envisageant sous l'aspect des intérêts de l'économie yougoslave.

Les trois rapports, soit sur l'organisation de la production, sur celle de la distribution et sur la crise du commerce international composaient le problème central, soumis à la discussion des congressistes.

M. Lammers, rapporteur sur la question de l'organisation de la production, fait ressortir l'évolution des cartels, librement organisés par les producteurs, vers des organismes contrôlés par l'Etat. La Chambre de commerce internationale, sans être opposée en principe à ce contrôle, le trouve parfois exagéré, surtout quand à la place des accords librement conclus entre les différentes entreprises, groupées en cartels, apparaissent les mesures fixées par les autorités administratives du pays acheteur. Or la Yougoslavie a introduit le contrôle sur les cartels en 1934 juste dans les limites recommandées par la Chambre de commerce internationale et ne recourt pas aux mesures administratives du genre de celles qu'à condamnées le rapport de M. Lammers. Elle doit donc être rangée parmi les Etats modèles.

### Pour le ravitaillement des régions passives

Le Comité interministériel économique et financier s'est réuni, le 16 septembre, pour examiner surtout la question du ravitaillement des régions passives, ainsi que le situation financière de la Fédération des coopératives paysannes croates.

A l'issue de cette conférence, M. Miskulin, ministre de la Justice, déclara aux journalistes que le décret-loi sur l'exécution des grands travaux publics serait modifié de telle sorte que la population des régions passives puisse être aidée plus efficacement.

### Un Congrès des entreprises d'électrification

Le VI<sup>ème</sup> congrès de la Fédération des entreprises d'électrification s'est tenu dimanche à Ljubljana. Il a adopté une résolution pour demander au gouvernement de promulguer une loi spéciale sur l'électrification qui résolve définitivement toutes les questions importantes du domaine de l'électrification dans le Royaume.

La résolution demande aussi l'établissement d'un plan d'électrification systématique; la suppression des taxes d'Etat ou de banovines et celle des taxes municipales; l'emploi d'une partie des crédits destinés aux travaux publics et aux entreprises d'électrification dans la construction de nouvelles centrales électriques. Enfin, la résolution exprime le vœu de voir le gouvernement consacrer une attention spéciale à l'électrification des campagnes.

### Notre commerce avec l'Allemagne

La Yougoslavie n'a pas été représentée cette année à la Foire de Leipzig, même par un pavillon de l'Agence "Putnik", malgré l'intérêt des Foires internationales pour la propagande touristique.

Cette abstention s'explique parce que la Yougoslavie ne recherche pas de nouveaux clients en Allemagne puisque notre créance, dans le clearing germano-yougoslave, est encore élevée qu'il faut renoncer à augmenter nos importations de marchandises sur le marché allemand.

Par contre les acheteurs yougoslaves sont venus très nombreux à la Foire de Leipzig, plus nombreux que l'année dernière. Et, sans qu'on puisse attendre de ces visites une normalisation des rapports commerciaux des deux pays, c'est du moins un signe d'amélioration possible de la balance commerciale. L'idéal serait d'obtenir le fonctionnement normal

La rationalisation de la distribution des marchandises peut avoir d'importantes répercussions sur leur prix, étant donné que ce processus absorbe à présent beaucoup d'argent qu'on pourrait économiser en rendant moins cher le prix à payer par le consommateur. Notre politique commerciale intérieure, qui donne parfois la préférence aux intérêts du marchand (interdiction des grands magasins), s'écarter de la direction qu'il devrait suivre en procédant à la rationalisation de la distribution.

Le professeur Ohlin, de Stockholm, présente un très intéressant rapport sur la crise du commerce international et la politique commerciale. Des idées nombreuses et très profondes, développées dans ce rapport, il faut surtout signaler celles qui touchent de plus près le cas yougoslave. L'une de ces idées est que l'industrialisation des pays "jeunes", qui sont de gros exportateurs des produits alimentaires et des matières premières, ne réduira pas leur demande de marchandises provenant des pays "plus anciennement industrialisés"; donc les entraves, mises par ces derniers aux premiers, ne peuvent être justifiées par la crainte d'une concurrence prochaine. L'autre idée, ou, mieux dire, la recommandation de rapporter d'accroître la liberté du commerce en encourageant "la coopération régionale" correspond aux principes adoptés par la politique yougoslave. La Petite Entente économique et le rapprochement économique des Etats balkaniques sont les meilleures preuves de ces tendances.

Un rapport spécial est consacré à la question de la rationalisation du tonnage et de l'élimination du chômage. Il suffit de se reporter aux comptes-rendus de 1934 publiés par la Chambre de commerce de Split pour constater que ce problème, difficile à résoudre, n'aggrave heureusement pas notre économie. Les chantiers travaillent aux réparations des navires et nos armateurs sont disposés à augmenter la flotte yougoslave. Il faut seulement choisir la meilleure méthode pour la compléter. L'offre est tellement abondante que l'acheteur n'a que "l'embarras du choix".

W. R.

## Dans la presse économique et financière

### POLITIQUE ET ECONOMIE

Les Novosti de Zagreb ont consacré un éditorial à l'examen des questions économiques et politiques qui sont étroitement liées à la vie de notre Etat et qu'il est difficile d'envisager séparément, puisqu'elles se complètent et se conditionnent.

Notre revenu national, expose le journal, était estimé en 1926 à 70 milliards environ; en 1929 il s'élevait encore à 60 milliards environ. Mais, par la suite, la crise mondiale qui sévit avec violence aux Etats-Unis et s'étendit au reste du monde, nous atteignit aussi en se manifestant par une chute des prix des produits agricoles qui désorganisa notre vie économique. Le revenu national a été réduit en 1933 à 20 milliards de dinars environ. L'appauvrissement des masses populaires, l'arrêt de tout progrès politique et social, dont les répercussions sont ressenties encore avec une acuité particulière, ont provoqué, dans une large mesure, le mécontentement politique et la crise sociale.

Tous les problèmes s'enchevêtrent, les uns ont engendré les autres, les questions politiques étant influencées par les questions économiques et celles-ci se manifestant à leur tour sur le terrain politique. Il n'est donc pas étonnant que tous les groupes politiques aient inscrit à leur programme les efforts à déployer en vue de résoudre les difficultés sociales et économiques. Le radicalisme politique ne peut s'expliquer que par l'échec des différents courants qui furent représentés au gouvernement.

Il en est de même avec les tendances autonomistes qui voient dans une administration locale renforcée une liquidation de la plupart des maux de caractère économique et social. Il ne faut pas oublier, ajoutent les Novosti, qu'il existe en Yougoslavie des régions géographiquement bien déterminées qui possèdent une structure économique spécifique. Une méthode unique, appliquée à la solution des problèmes, ne paraît pas indiquée, comme d'ailleurs le démontrent les expériences passées. Aussi ceux qui se sont donné pour but la démocratisation de notre vie politique, pour permettre la participation de toutes les parties du peuple à la liquidation des difficultés actuelles, ont-ils assumé une lourde tâche, qui nécessite une vision juste des intérêts généraux sans lesquels il n'est pas possible de satisfaire les intérêts individuels.

du clearing par une augmentation de nos achats en Allemagne, au lieu de limiter nos exportations dans ce pays.

## Après la Foire de Zagreb

On nous mande de Zagreb:

C'est le 9 septembre que s'est terminée la Foire d'automne de Zagreb, qui a été marquée cette année par un beau succès et a même atteint un chiffre record de visiteurs, soit 150.000 personnes. Les exposants étaient au nombre de 662, qui se répartissaient en 307 étrangers et 355 Yougoslaves. Parmi les étrangers il y avait 124 Allemands, 68 Italiens, 42 Espagnols, 22 Finlandais, 18 Tchécoslovaques et 18 Autrichiens, puis deux maisons françaises, une hollandaise, une bulgare, une suisse et une roumaine, cinq hongroises et quatre anglaises.

Les étrangers représentaient surtout l'industrie du fer, de l'électricité et de produits agricoles. L'industrie du pays exposait les textiles, puis le fer, l'alimentation, etc. Ainsi le succès remarquable de la Foire en 1935 aura été assuré non seulement par la participation active de plusieurs Etats, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Finlande, mais aussi par la grande part qu'y ont prise les entreprises et maisons de commerce de Yougoslavie. Les marchandises nationales qui ont été exposées ne le cèdent pas, de l'avis unanime, à celles du dehors.

Les Allemands et les Italiens sont très satisfaits du résultat de leur participation; les Italiens ont déclaré qu'ils avaient l'intention de revenir chaque année à la Foire de Zagreb et les Allemands ont été surpris de l'intérêt que le public a montré pour les produits de leur industrie et pour le tourisme en Allemagne. Les Espagnols et les Finlandais, jusqu'ici peu connus, sont convaincus qu'après cette exposition leurs importations seront plus faciles et plus nombreuses en Yougoslavie, grâce aux relations qu'ils y ont nouées.

### Une assemblée des commerçants de Slovénie

La Fédération des Associations Commerciales de la Banovine de la Drave a tenu son assemblée annuelle à laquelle assistèrent les représentants de plus de 9.000 commerçants slovènes, ainsi que les représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Ljubljana, etc.

L'assemblée a voté une résolution qui demande notamment: la suppression de divers privilèges dont jouit un certain nombre de coopératives; la fermeture des grandes entreprises telles que les sociétés BATA ou TATA, etc.; l'intervention des facteurs compétents en faveur de l'exportation des produits yougoslaves, notamment à destination de la France; la révision de la loi sur la Banque Hypothécaire de l'Etat pour la décentralisation du capital déposé dans cet établissement; la révision des tarifs ferroviaires; une décision urgente relative à la question des traités de commerce, particulièrement en ce qui concerne l'exportation du bois yougoslave en Italie, etc.

## Nouvelles économiques

### EXPORTATIONS EN ITALIE

Selon le Jadranki Dnevnik, de Split, les exportations yougoslaves à destination de l'Italie sont en progression. Au cours des trois derniers mois il a été exporté plus qu'au cours de toute l'année dernière. Le journal explique cette augmentation des exportations yougoslaves par les préparatifs italiens en Afrique orientale.

### ET NOS POMMES EN FRANCE

LES CONTINGENTEMENTS Répondant au désir du gouvernement de Belgrade, le gouvernement français a décidé d'accorder à la Yougoslavie un contingent supplémentaire de 1.500 quintaux de pommes pour le troisième trimestre, et de porter à 5.000 quintaux le contingent pour le quatrième trimestre.

### ACHAT DU BLE YOUGOSLAVE

Les Sociétés yougoslaves "Prizad" et tchécoslovaque "Velikonakupna" de Prague sont actuellement en pourparlers en vue de l'achat de 10.000 wagons de blé yougoslave. Les pourparlers se développent favorablement et il y a beaucoup de chances pour que le marché soit définitivement conclu.

### EXPORTATION DU VIN

Le Jutarnji List écrit que, ces derniers temps, la Dalmatie du Nord a exporté en Italie et en Tchécoslovaquie plus de 400 hectolitres de vin.

### EXPORTATION DU RAISIN

La société d'exportation "Prizad" s'est mise en rapport avec les milieux économiques d'Allemagne pour l'exportation de 1.000 quintaux de raisin yougoslave. Pour augmenter l'exportation de ce produit, la "Prizad" payera aux exportateurs 40 dinars par chaque centaine de kilogrammes de raisin exporté à l'étranger.

## L'anniversaire de la Petite Entente de la presse

Les nécessités de l'actualité ont obligé l'Echo de Belgrade à résumer trop brièvement les travaux de la Petite Entente de la presse, qui se sont déroulés il y a trois semaines à Bled, en marge de la Conférence de la Petite Entente, à l'occasion du dixième anniversaire de cette institution journalistique.

Nous tenons cependant à souligner l'importance de l'anniversaire et aussi la part considérable que nos amis de Roumanie y ont prise. C'est, en effet, à Sinaia que M. Nicolas Diano, ministre plénipotentiaire, alors directeur du Bureau de presse au Ministère des Affaires étrangères à Bucarest, fonda la Petite Entente de la Presse.

Jean Duca, alors ministre des Affaires étrangères, et qui est tombé l'an dernier sous les coups meurtriers de la Garde de Fer, prononça, le discours-programme. Les Roumains n'ont cessé de se consacrer à l'idéal de l'entente entre la presse des trois pays alliés. L'actuel directeur, M. Jean Dragu, digne continuateur de ses devanciers, M. Nicolas Diano et M. Eugène Fillotti, aujourd'hui ministre à Ankara, a pris à cœur de promouvoir cette collaboration, qui doit être de chaque jour, si elle veut instruire l'opinion publique.

### La P. E. P. et l'oeuvre accomplie

Nous avons demandé à M. Alexandre Sandulesco, sénateur, rédacteur en chef de notre excellent confrère roumain Universul, qui préside le comité national roumain de la Petite Entente de la presse, de nous faire part du bilan de cette institution journalistique, qui vient de célébrer à Bled son dixième anniversaire. "Les premiers dix ans d'existence de notre Petite Entente de la Presse se soldent, nous dit-il, par un excédent moral. D'une part, elle a réalisé un rapprochement toujours plus grand entre les journalistes des trois pays, par conséquent entre les opinions publiques qu'ils inspirent; d'autre part, elle a organisé une collaboration toujours plus étroite entre la presse et les facteurs politiques des trois Etats alliés, qu'elle sert avec une conviction inébranlable, ce en quoi elle défend le principe qui constitue la raison même de la Petite Entente de la Presse.

Les dix ans écoulés ont vérifié la sincérité de l'action continue de la presse qui, à Belgrade, à Prague et à Bucarest, défend avec force, en même temps que la cause de notre triple rapprochement, le grand impératif de la paix, que tant d'intérêts contraires essayent de méconnaître.

Les liens forgés à Sinaia en 1925 par les confrères yougoslaves, tchécoslovaques et roumains ont toujours dirigé l'action de la Petite Entente de la Presse. Elle a secondé l'action pacifique de la Petite Entente politique, de cette Petite Entente qui s'est imposée au monde par sa cohésion et sa force."

## BIBLIOGRAPHIE

### Une nouvelle revue pour la protection des animaux

L'association pour la protection des animaux et des plantes, à qui S. M. la Reine Marie accorde son haut patronage, a commencé à publier à Belgrade une revue mensuelle illustrée, intitulée "Zaštita" (le Protecteur). Les deux premiers numéros de cette revue contiennent une série d'articles et de communications fort intéressantes sur l'activité déployée pour la protection des animaux dans notre pays, et particulièrement le texte d'un autographe de S.A.R. la Princesse Olga, présidente d'honneur de l'Association, qui est ainsi conçu: "L'amour envers les animaux est la tendance vers l'humanité et la justice pour les faibles.

L'amour pour tout ce qui croît dans la nature est une noble lutte pour une vie saine et plus belle du corps et de l'âme."

La rédaction et l'administration de la revue se trouvent: rue Kralja Milutina, 7; et l'abonnement annuel est de 20 dinars.

### UN LIVRE ANGLAIS SUR LA YOUGOSLAVIE

Dans les Editions Allen & Unwin Ltd. Londres, vient de paraître un très intéressant livre du dr. Malcolm Burr, intitulé "Slouch Hat" où l'auteur raconte son premier voyage au Monténégro, en Bosnie et en Serbie d'avant-guerre. Puis il parle de ses péripiéties, tantôt tragiques, tantôt comiques qui lui sont advenues pendant la grande guerre sur le front oriental. Ce livre est plein d'un vif intérêt particulièrement dans les pages où l'auteur nous dépeint avec de vives couleurs le caractère populaire serbe.

### L'EUROPE CENTRALE

Revue de documentation politique, économique, littéraire et artistique, paraissant à Prague XII, Fochova 62.

## Le récit des mains

par Dinko Šimunović

(Suite du feuilleton de 2<sup>ème</sup> page)  
Et, moi je cessai de parler, car mon propre récit me bouleversait, j'étais plein d'angoisse comme s'il se passait dans ma vie une grande chose. Je regardais l'eau miroiter, mais j'y voyais aussi la bouche et les yeux des jeunes filles assises à mes côtés: ce qui, alors, enchantait le plus mon âme. La bouche de Josica était, il est vrai, un peu grande, mais en parlant, elle l'ouvrait comme une belle fleur ouvre ses pétales pour saisir quelque chose. Celle d'Aranka se fermait tout doucement comme si, d'avance, elle se dérobait au baiser, mais il en jaillissait une rougeur de braise. Leurs yeux aussi brillaient de façon différente: ceux d'Aranka, noirs, profonds, jetaient des étincelles semblables aux étoiles dans un ciel sombre; ceux de Josica brillaient d'un feu doux, comme des vers luisants dans une chaude soirée d'été.

— Et puis? demanda Josica, la première fois pendant cette rencontre.

— Elle a dit de voir qui aimait davantage: — Mordons, dit-elle, chacun sa main; et celui qui aura mordu le plus profondément, celui-là a l'amour le plus fort. Et nous mordimes en effet si forte que le sang en jaillit et voilà — cette cicatrice étrange comme l'était la jeune fille.

Nous nous tîmes, car des hirondelles surgirent on ne sait d'où deux par deux: elles rasaient l'eau, tournaient dans l'air et piaillaient. Cependant, à l'est, des nuages s'amoncelèrent, tranchant de leur blancheur de neige sur le ciel bleu, et il me sembla justement que ces nuages éveillaient en moi le désir d'un bonheur et d'une beauté sans fin.

Je voulus dérober à leurs regards une grande cicatrice sur la paume de la main droite afin de n'avoir pas à leur en parler, mais Aranka ne l'entendait pas ainsi.

— Sans doute celle-là aussi a pour cause l'amour.

— Je vous avais donc dit qu'il y en a cinq et celle-ci est la dernière. Il y a dans le village une jeune mariée qui m'aimait, et quand on lui dit que j'avais trouvé une jeune fille et que je me mariais, elle brandit un couteau pour me l'enfoncer droit dans le coeur. En me défendant je reçus au vol la pointe du couteau qui me perça la main, et elle m'a ensuite, en tremblant, lavé et pansé la blessure.

— Probablement que des cicatrices ne sont pas restées rien que sur vos mains... Hein, vous avez même eu affaire à des femmes mariées? dit Aranka en me regardant.

Des larmes de colère brillèrent dans ses yeux noirs et, aussitôt après, elle se leva et se redressa fièrement; tandis qu'elle disparaissait dans le petit bois, elle se retourna pour me jeter un regard aigu et méprisant. Mais Josica restait auprès de moi. Elle me regarda longuement et dit:

— Que c'est beau, tout ce que vous nous avez raconté là!

Alors, à ma grande surprise, elle se courba, baissant une à une ces cicatrices de mes mains et puis, comme saisie de peur et de honte, elle sauta dans le buisson et s'achemina vivement vers le moulin. Peu après je l'entendis qui chantait doucement: sa voix mourait comme la lumière du côté du couchant, et je restai seul sur la rive déserte de la Vojskava.

Maintenant que les cicatrices ont presque disparu de mes mains, toutes

## Le film „Sans famille“ représenté à Belgrade

Vieux souvenirs, beaux sentiments... Le cinéma a rajouté, de façon fort artistique, le roman d'Hector Malo, que tout Français a deviné dans son adolescence. Qui d'entre nous ne se souvient du bon caniche Capi, du vieux artiste, si bon et si dévoué, de tous ces personnages pittoresques, les sympathiques et les antipathiques, qui gravitent autour du jeune et pur héros de l'aventure...

Il était intéressant d'assister aux réactions du public yougoslave, pour qui ce film constituait une nouveauté totale. Ces réactions furent excellentes et, depuis la première représentation, la salle ne désemplit pas.

Il faut dire que le montage de l'oeuvre a été particulièrement soigné et que, surtout, l'interprétation est de premier ordre.

On ne saurait assez admirer la silhouette extraordinaire que le grand chanteur Vanni-Marcoux a donnée au rôle du vieux musicien ambulant. Dans un ordre d'idées tout-à-fait différent, nous avons été conquis par la perfection du jeu de Dorville. Son talent rendait sa canaillerie presque sympathique.

Bref, bonne et belle soirée, rehaussée par la présence du Ministre de France et de Madame de Dampierre. Il serait à souhaiter que de semblables manifestations se renouvellent plus souvent. Elles serviraient, de façon fort opportune, la cause française dans cette Yougoslavie, où de si grands efforts de propagande par le film sont faits par d'autres pays étrangers.

L. G.

les fois que je vois un ruisseau et des saules, je me souviens de ces jeunes filles et un sourire de jeunesse effleure mes lèvres vieillies.

## Bibliographie Balkanique 1934

Rédigée par Léon Savadjian

Introduction d'Albert Julien

Prix 40 fr.

Noté ci-résumé les Ouvrages sur les Balkans publiés en 1934 en Français, Anglais, Italien et Allemand

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ÉDITIONS

71, rue de Rennes, Paris-6<sup>e</sup>

## UNIVERSITÉ DE NANCY

Enseignement spécial pour les Étudiants Étrangers

Préparation aux Examens de l'Alliance Française

Cours de l'année scolaire: Novembre-fin Juin — Cours de vacances: Juillet-1<sup>er</sup> Octobre

Diplômes d'Études Françaises Relations avec des Familles Françaises assurées par un Comité de Patronage

Pour tous renseignements, s'adresser au Bureau de Renseignements de l'Université 13 Pl. Carnot

## UNIVERSITÉ DE DIJON

Cours spéciaux de français pour étudiants étrangers pendant l'année scolaire et pendant les vacances.

Cours théoriques et exercices pratiques de phonétique, langue, littérature, civilisation et commerce français méthodiquement conçus et organisés. Diplômes.

Excursions, Réunions, Sports.

Pour renseignements s'adresser au Secrétaire: P. Martenot, 36, rue Chabot-Charny, Dijon, France.

## Crédit Foncier du Royaume de Yougoslavie

(anciennement Uprava Fondova)

fondé en 1862

### Siège à Belgrade

Succursales: Zagreb, Ljubljana, Cetinje, Sarajevo, Split, Skopje, Niš et Novi-Sad.

Agences: Kragujevac, Valjevo, Čačak, Zemun, Petrovgrad Bitolj, Prijepolje et Banja Luka.

L'activité principale de la Banque:

La Banque fait toutes opérations sur les fonds d'Etat: les capitaux de pupilles, les dépôts, les fonds des églises, des monastères, des communes, les legs divers, etc.

Emet les obligations et les lettres de gage.

Reçoit les dépôts d'épargne.

Accorde des emprunts hypothécaires aux communes et aux administrations autonomes sur les taxes et les revenus.

Fournit les ressources financières aux coopératives hydrauliques.

Escompte les effets des institutions bancaires.

Procède au "lombard" des valeurs d'Etat, des actions de la Banque Nationale et de la Banque Agricole Privilegiée et des Bons du trésor du Ministère des Finances.

Escompte les coupons gagés de l'emprunt en dollars Seligmann).

Les engagements du Crédit Foncier sont garantis par l'Etat

Pour tous les renseignements s'adresser:

au Crédit Foncier du Royaume de Yougoslavie à Belgrade

ou à ses succursales.